

DELIBERATION N° 2018-72

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

DU 10 JUILLET 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment l'article L. 954-2,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,
Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux Enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences,
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu la circulaire ministérielle DGRH A1-2 n° 0023 du 17 février 2017 précisant les modalités de création d'un régime d'intéressement sur le fondement de l'article L. 954-2 du code de l'éducation,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration,
Vu l'avis du Comité Technique du 7 juin 2018,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration,

Valide le régime d'intéressement selon les modalités suivantes :

Article 1 - Objectifs associés à ce régime d'intéressement

Il est proposé la mise en place d'un régime d'intéressement avec pour objectif la valorisation de personnels qui en sus de l'exercice de leur service statutaire, sont impliqués dans des projets pédagogiques générant des ressources propres, ceci afin de :

- Favoriser l'excellence et le rayonnement pédagogique de l'Université Nice Sophia Antipolis,
- Favoriser l'accroissement de l'attractivité internationale de l'Université Nice Sophia Antipolis,
- Renforcer les axes stratégiques de développement de l'établissement en termes de formation.

Article 2 – Les catégories de personnels concernés

Les personnes éligibles au dispositif proposé sont l'ensemble des personnels chercheurs, enseignants-chercheurs, les professeurs du second degré affectés dans l'enseignement supérieur (Professeurs agrégés ou certifiés), titulaires et contractuels, attachés temporaire d'enseignement et de recherche, maîtres de conférence et professeurs associés, doctorants contractuels, BIATSS titulaires et contractuels, qui exercent leur activité au sein de l'Université Nice Sophia Antipolis.

Article 3 - Les critères permettant d'apprécier la réalisation des objectifs fixés

Sont éligibles les personnels porteurs pour l'établissement de projets générant des ressources propres :

- Cas n°1 : soumettre aux membres de la CFVU l'obtention d'un projet pédagogique, ou de transformation pédagogique remarquable dont ils assureront la coordination,
- Cas n°2 : participer à une activité pédagogique ou de transformation pédagogique considérée remarquable par les membres de la CFVU, ou favoriser la création de nouveaux diplômes,
- Cas n°3 : avoir obtenu une chaire pédagogique.

La CFVU se prononcera au vu des items suivants sans qu'ils n'aient un caractère exclusif les uns des autres :

- existence d'un réseau de coopération,
- dimension internationale,
- partenariat avec implantation dispersée,
- partenariat académique ou non académique,
- interdisciplinarité,
- synergie avec le programme IDEX.

Article 4 – Modalités de soumission pour l'attribution de cette rémunération

Pour bénéficier de ce régime d'intéressement, les candidats devront déposer un dossier qui sera examiné par la CFVU de l'UNS. Cette dernière émettra un avis d'opportunité sur l'attribution de ce régime d'intéressement.

Ce dossier comprendra :

Cas 1 :

- Un curriculum vitae,
- L'attestation d'obtention d'un projet pédagogique ou de transformation pédagogique d'envergure exceptionnelle,
- Fiche synthétique résumant le projet.

Cas 2 :

- Un curriculum vitae,
- Descriptif du projet avec les objectifs assignés au projet ainsi qu'aux participants.

Cas 3 :

- Un curriculum vitae,
- L'attestation d'obtention de la chaire pédagogique.

Article 5 -Modalités de versement

- Cas 1 et 3 : Dans le cas où la prime d'intéressement est adossée à une convention, la durée de versement de la prime d'intéressement correspond à la durée de cette convention.
- Cas 2 : la prime d'intéressement est versée pour une durée maximale de 4 ans révisable annuellement après analyse par le conseil académique d'un rapport d'activité permettant de mesurer l'atteinte des objectifs fixés.
- Le versement de l'intéressement sera effectué mensuellement, trimestriellement ou annuellement après avis de la CFVU.

Article 6 – Enveloppe budgétaire globale consacrée à ce dispositif

L'enveloppe mobilisable allouée au régime d'intéressement pour projets pédagogiques sera déterminée par une délibération ultérieure du Conseil d'Administration et dépendra de la validation par la CFVU des projets générant des ressources propres éligibles au présent dispositif.

L'ensemble de ce dispositif d'intéressement ne devra pas dépasser l'enveloppe définie chaque année par le conseil d'administration.

Un bilan sera réalisé en fin d'exercice budgétaire, présentant le cumul des montants exécutés dans le cadre du dispositif global d'intéressement pour l'année concernée.

Article 7 – Montant maximal d'intéressement par bénéficiaire

Le montant de l'intéressement est fixé par décision du président.

Le plafond annuel individuel des différents dispositifs d'intéressement cumulés en place à l'UNS ne devra pas excéder le montant de l'indemnité perçue annuellement par le Président de l'Université (Prime d'administration des Présidents d'Université fixée par Décret n°90-50 du 12 janvier 1990).

Article 8- Mise en application

La présente délibération entre en vigueur à compter de son adoption par le Conseil d'administration.

Cette délibération est adoptée à la majorité des voix, 15 voix pour, 5 voix contre et 4 abstentions.

Membres en exercice : 36

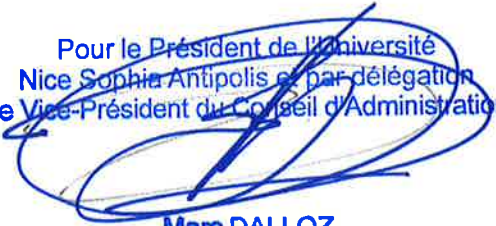
Quorum : 18

Présents et représentés : **24**

Fait à Nice, le **16 JUIL. 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-72

TRANSMISE AU RECTEUR : **19 JUIL. 2018**

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

